



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007 CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 09/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS**

Zone Industrielle Les trouyaux  
34560 Poussan

Références : UD34/H1/2025-107  
Code AIOT : 0006601173

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2025 dans l'établissement SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS implanté Zone Industrielle de TROUYAUX 34560 Poussan. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOC EXPL GENERAL PRODUITS INDUSTRIELS
- Zone Industrielle de TROUYAUX 34560 Poussan
- Code AIOT : 0006601173

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SEG Diélectriques est spécialisée dans la fabrication d'isolants diélectriques à base de matières plastiques. Ces isolants sont destinés aux fabricants de moteurs, de transformateurs, aux équipementiers automobiles, aux bobiniers et autres fabricants de composants électriques. Elle exploite un établissement situé sur le territoire de la commune de Poussan. Cet établissement est autorisé au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral N° 80-73 du 10 septembre 1980 et réglementé par l'arrêté préfectoral N° 2009-I-4013 du 15 décembre 2009.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Équipement sous pression
- IED-MTD
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande d'action corrective	1 mois
4	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 1.3	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
8	Surveillance des sols et des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Sans objet
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 17	Sans objet
5	Prescriptions particulières applicables de l'atelier de découpe	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.1	Sans objet
6	Emission	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	atmosphériques	article 2.2	
7	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.3	Sans objet
9	Meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article CHAPITRE 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit régulariser sous 1 an sa consommation de solvant en réduisant les quantités mises en œuvre et/ou en déposant un dossier de modification de ses installations.

Il doit également transmettre les résultats des investigations dans les sols et eaux souterraines et transmettre une proposition de plan de surveillance.

Il doit enfin compléter son logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur afin de planifier les dates des prochaines inspections périodiques et requalification.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage les fiches de données (FDS) de sécurité des produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>VDE VF 100 21% NAT CM, vernis d'enduction à base de résines époxy , et destinée à des</li> </ul>

- applications électrotechniques
- DEER 331 EPOXY DGEBA 190 EEW, résine époxy

Elles sont :

- en français ;
- accessible en version papier ou informatique ;
- à jour, version et numéro des pages indiquées ;
- sous le format de l'annexe II de REACH (16 rubriques).

Il a notamment été vérifié sur la FDS :

- à la rubrique 2.2 que les éléments d'étiquetage sont corrects, en cohérence avec la classification de la substance ou du mélange indiquée à la rubrique 2.1 ;
- à la rubrique 7 que les dispositions relatives au stockage sont respectées.

Hors pour le dernier point il s'avère que le sol du magasin de stockage est effectivement imperméable mais qu'il ne forme pas une cuvette de rétention afin que le liquide ne puisse se répandre au dehors. L'exploitant indique que le liquide ruissellerait vers les 2 bassins de confinement situés de part et d'autre du magasin de stockage qui servent de rétention déportée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 17

**Thème(s) :** Produits chimiques, REACH

### Prescription contrôlée :

Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :

Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.

### Constats :

L'inspection a contrôlé par sondage 1 conteneur 1 000 litres de chacun des 2 produits suivants présents au magasin :

- VDE VF 100 21% NAT CM, vernis d'enduction à base de résines époxy , et destinée à des applications électrotechniques
- DEER 331 EPOXY DGEBA 190 EEW, résine époxy

Les étiquettes présentes sont visibles et en français.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Equipements sous pression

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Recensement ESP

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

L'équipe d'inspection a constaté que l'exploitant s'appuie sur son logiciel de Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) pour tracer les informations requises. Néanmoins, les dates de réalisation des prochaines visites d'inspection et des requalifications périodiques ne sont pas configurées pour les 4 équipements sous pression concernés :

- cuve local compresseur d'une capacité de 900 litres mise en service en 2025 ;
- cuve du four 105 d'une capacité de 200 litres mise en service en 2025 également ;
- cuve CC 102 contre-colleuse d'une capacité de 270 litres, mise en service en 2018 ;
- cuve de l'oxydateur d'une capacité de 200 litres, requalifiée le 29 janvier 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter sa saisie GMAO pour qu'elle comprennent l'exhaustivité des informations attendues (notamment date des prochaines requalifications), ou à défaut établir un document en complément.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Nature des installations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 1.3

**Thème(s) :** Situation administrative, Classement

**Prescription contrôlée :**

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3670-2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de	3 installations d'application « au trempé » substance MEK	242 t/an	A

	d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques	<p>substance MEK</p> <p>1 contre-colleuse (CC102) : 1 bac de transfert de colle ou de vernis de 30 l et une cuve d'alimentation de 1000 l</p> <p>2 lignes d'enduction/vernissage :</p> <p>- ligne 1 (FV103) : 1 bac d'enduction de 40 l, 1 cuve d'alimentation de 1000 l et un bidon de solvant (ajustement viscosité) de 50 l</p> <p>- ligne 2 (FV105) : 1 bac d'enduction de 175 l, 1 cuve d'alimentation de 1000 l et une cuve pour ajuster la viscosité de 120 l</p>		
2661-2b	Transformation de polymères 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.)	2 ateliers de découpage des bobines dont 1 atelier 2D	10 t/j	D

4130-2b	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	Stockage de produits liquides dans le bâtiment « Magasin »	2,16 t	D
4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 4 cuves aériennes de MEK de 10 m<sup>3</sup> chacune</li> <li>- GRV (Grand récipient vrac) et fûts de colles et de solutions internes stockés dans le magasin</li> <li>- résines et vernis stockés en cuves</li> </ul>	89,6 t	DC
4421-2	Peroxydes organiques type C ou type D	Stockage de 209 kg au maximum	209 kg	D

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document de référence relatif aux installations de traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques (BREF STS).

#### Constats :

Sur les 4 dernières années, l'exploitant déclare dans l'application GEREP une consommation de solvants supérieure à l'autorisation définie de 242 tonnes par an au titre de la rubrique 3670 :

Année	Consommation de solvant en tonnes



2021	353
2022	325
2023	277
2024	309

L'exploitant indique avoir un projet de réduction de sa consommation de solvants de l'ordre de 114 tonnes par an par l'aboutissement d'une action de recherche et développement de barres à spirale pour l'enduction.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit régulariser sa situation dans un délai de 1 an :

1. soit en diminuant sa consommation de solvants sous le seuil autorisé de 242 tonnes par an ;
2. soit en déposant un dossier de modification de ses installations. Si l'augmentation sollicitée est supérieure à 10% de la capacité déjà autorisée, alors une nouvelle autorisation doit être sollicitée (délai instruction 5 mois avec enquête publique parallélisée). Une évaluation environnementale (par le préfet de région) est impérative si l'augmentation dépasse le seuil de la rubrique 3670 (200 t/an ou 150 kg/heure). A défaut un examen au cas par cas par l'autorité environnementale (préfet de département) sera requis.

L'exploitant doit formuler ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ci-joint dans un délai de 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 12 mois

#### **N° 5 : Prescriptions particulières applicables de l'atelier de découpe**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Eloignement et tenue au feu

**Prescription contrôlée :**

En lieu et place des dispositions de l'article 2.1. de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 susvisé, intitulé « Règles d'implantation », l'exploitant respecte les prescriptions fixées ci-dessous :

L'installation doit être implantée à une distance d'au moins **5 mètres des limites de propriété.**

Les murs extérieurs du bâtiment abritant l'installation sont **REI 120**.

L'exploitant justifie en toute circonstance, notamment compte tenu de la configuration des stockages et des matières susceptibles d'être stockées, que les effets irréversibles (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>) à hauteur de cible restent à l'intérieur des limites de l'établissement. Il utilise la méthode FLUMILOG, référencée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt, partie A », réf. DRA-09-90 977-14553A, si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité ou réalise une étude spécifique dans le cas contraire.

#### Constats :

Par construction, le bâtiment de découpe "2D" est situé à plus de 5 mètres des limites de propriété.

L'équipe d'inspection a constaté la présence des murs coupe feu 2h exigés (REI 120). En complément un flocage anti-incendie a été appliqué sur les murs et la structure du bâtiment de découpe "2D" .

La modélisation des flux thermiques a été réalisée le 13 mai 2022 par le logiciel Flumilog version 5.52. Les résultats présentés dans le dossier de demande de modification de mai 2022 concluent à l'absence d'effet hors site. Ces conclusions ont été approuvées par le rapport d'instruction DREAL du 25 août 2022.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Emission atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des émission atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

Article 2.2.1 Valeur limite

L'exploitant respecte les valeurs limite d'émission suivantes au plus tard le **9 décembre 2024** :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3
NOX	mg Équivalent NO2 / Nm3	100
CO	mg/Nm3	100

COVT	mg C/Nm3	20
------	----------	----

#### Article 2.2.2 Surveillance

Pour l'ensemble des polluants réglementés, en particulier par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et par l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins **une fois par semestre** par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont **transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.**

#### Constats :

L'équipe d'inspection a consulté :

- les 2 derniers rapports d'analyse en date du 18 novembre 2024 et 27 mai 2025. Les valeurs limites en concentration sont respectées pour les 3 paramètres considérés oxyde d'azote (NOx), monoxyde de carbone (CO) et composés organiques volatiles totaux (COVT) ;
- le plan de gestion des solvants (PGS) de l'année 2024 daté du 25 mars 2024. Il fait état de 309 tonnes de composés organiques volatiles (COV) employés dont 107 tonnes d'extrait sec, pour des émissions de 27,175 t de COV soit un ratio extrait sec de 0,25 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés. Le ratio de COV émis est donc conforme à la limite réglementaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rejets d'eaux

#### Prescription contrôlée :

Art. 2.3 - Absence de rejets d'eaux de procédés

Aucun rejet aqueux lié aux procédés n'est autorisé. **Les éventuels effluents collectés sont éliminés en tant que déchets liquides et caractérisés préalablement à leur prise en charge dans une filière de traitement appropriée.**

#### Constats :

L'équipe d'inspection a constaté l'absence de rejets d'eaux de procédés au cours de l'inspection. Les effluents sont traités en tant que déchets.  
En complément, l'équipe d'inspection a consulté les résultats d'analyse des derniers prélèvements dans les 2 bassins de réception des eaux du site réalisés le 18 avril 2025.  
Les concentrations relevées confirment qu'il s'agit d'eaux pluviales.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Surveillance des sols et des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance des sols et des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant :

- met en œuvre **17 sondages de sols implantés** au droit des sources potentielles ou avérées de pollution des milieux selon les dispositions reprises en annexe ;
- met en œuvre **3 piézomètres à 20 m de profondeur** dont 1 en amont hydraulique et 2 en aval selon les dispositions reprises en annexe ;
- **transmet à l'inspection des installations classées les analyses relatives aux sols et eaux des ouvrages susmentionnés selon les modalités définies en annexe ;**
- transmet à l'inspection des installations classées, le cas échéant des actions complémentaires, et dans tous les cas un programme de surveillance précisant les paramètres à analyser ainsi que les points de prélèvements retenus et la fréquence des prélèvements et analyse. **Dans tous les cas cette fréquence est a minima d'une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et une fois tous les dix ans pour les sols.**

**Constats :**

L'exploitant indique :

- que le sondage de sols n'ont pu être réalisés qu'en août 2025 durant l'arrêt annuel, par la société ANTEA ;
- qu'en ce qui concerne les piézomètres, aucune nappe n'aurait été trouvée à 20 mètres.

Le rapport est attendu pour mi-octobre selon l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient d'envoyer à l'inspection des installations classées dès réception le rapport susmentionné, accompagné :

- d'un argumentaire hydrogéologique justifiant les actions à mener pour caractériser les eaux souterraines au droit du site ;
- d'un programme de surveillance.

**Type de suites proposées :** Avec suites

N° 9 : Meilleures techniques disponibles (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article CHAPITRE 3

Thème(s) : Autre, Meilleures techniques disponibles (MTD)

Prescription contrôlée :

Avant le 9 décembre 2024, l'exploitant met en œuvre les actions suivantes afin de se mettre en conformité avec les meilleures techniques disponibles (MTD) :

N° de la MTD	Action à réaliser par l'exploitant avant le 9 décembre 2024
1	Établissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que de registres pertinents
	Mise en œuvre régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur
	Mise en œuvre d'un plan de gestion des OTNOC*
	Mise en œuvre d'un Plan d'efficacité énergétique
	Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets
4	U t i l i s a t i o n d e peintures/revêtements/vernis/encres/colles solvantés à haut extrait sec

	Utilisation de peintures/revêtements/encres/ vernis/colles à base aqueuse
5	Stockage des solvants, des matières dangereuses, des résidus de solvants et de produits de nettoyage dans des conteneurs scellés ou couverts, adaptés au risque associé et conçus pour réduire au minimum les émissions
	Captage des vapeurs de COV lors de la livraison de matières contenant des solvants
9	Utilisation d'agents de nettoyage à faible volatilité
10	Suivi des modifications susceptibles d'avoir une incidence sur l'incertitude des données relatives au bilan massique des solvants, par la mise en place d'un registre de dysfonctionnement de l'oxydateur
11	Surveillance annuelle des rejets atmosphériques de NOx et de CO.
13	Les équipements critiques pour la protection de l'environnement («équipements critiques») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques
	Mettre en place un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la

	visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée
19	Établissement d'un Plan d'efficacité énergétique.
	Récupération de la chaleur des flux de gaz chauds
22	Établissement d'un Plan de gestion des déchets.
BREF EFS	Mettre en place une maintenance préventive des cuves.
	Ajouter des inhibiteurs de corrosion ou appliquer une protection cathodique à l'intérieur du réservoir.
	Choisir une cuve, dont l'épaisseur de la paroi de fond de cuve est de 6 mm et ajouter une barrière étanche entre le fond de la cuve et le sol.
	Installer un réservoir étanche aux liquides pouvant contenir tout ou une partie des liquides dangereux stockés au-dessus d'un tel réservoir.

	Réduire au maximum le nombre de brides en les remplaçant par des raccords soudés.
	Prévenir la corrosion externe en appliquant un revêtement à 1, 2 ou 3 couches selon les conditions spécifiques.

### Constats :

L'équipe d'inspection a consulté le tableau de recollement aux différentes actions tenu à jour par le service HSE de la société SEG.

L'exploitant indique :

- être certifié ISO 9001 et ISO 14001 ;
- effectuer des actions de recherche et développement pour limiter la consommation de solvants ;
- récupérer la chaleur fatale du local compresseur et de l'oxydateur ;
- être dans l'impossibilité technique d'utiliser des solvants bases aqueuses, et présente le rapport d'essai associé ;
- étudier la livraison de méthyléthylcétone par conteneur de 1000 litres non fusible en substitution des 4 cuves de 10 m<sup>3</sup> et de l'installation de dépotage associée (devis en cours pour investissement en 2026) ;
- mettre en œuvre à présent un nettoyage des sols sans solvants.

Les principales marges de progrès identifiées sont :

- l'identification des conditions autres que normales (OTNOC) notamment lors du démarrage de l'oxydateur, afin de limiter leur occurrence et leurs effets ;
- la mise en œuvre d'analyse comparative des performances par secteur.

**Type de suites proposées :** Sans suite